

BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE, *The Shaping of Québec Politics and Society. Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century*. New York, Taylor & Francis, coll. "Crane Russak", 1992. 170 p. 49 \$

Jean-Marie Fecteau

Volume 47, Number 2, Fall 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305221ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305221ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fecteau, J.-M. (1993). Review of [BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE, *The Shaping of Québec Politics and Society. Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century*. New York, Taylor & Francis, coll. "Crane Russak", 1992. 170 p. 49 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(2), 264–267.
<https://doi.org/10.7202/305221ar>

COMPTES RENDUS

BERNIER, Gérald et Daniel SALÉE, *The Shaping of Québec Politics and Society. Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century*. New York, Taylor & Francis, coll. «Crane Russak», 1992. 170 p. 49\$

Gérald Bernier et Daniel Salée, respectivement professeurs aux départements de science politique aux universités de Montréal et de Concordia, ont procédé, dans ce livre, à la refonte, à la systématisation et à la mise à jour de leurs travaux trop souvent dispersés dans de multiples revues et livres collectifs. Ils ont aussi complété leur information par une recherche, notamment dans les journaux et les documents parlementaires.

L'argumentation principale des auteurs est bien connue des spécialistes du XIX^e siècle québécois. La question nationale ayant obnubilé le courant principal de l'historiographie québécoise, il s'agit plutôt de démontrer que les tensions et les mutations survenues au cœur du XIX^e siècle, et plus spécialement dans la décennie 1830, tiennent à des bouleversements sociaux et économiques de grande ampleur. Ces bouleversements ont aussi, et c'est un développement majeur dans leur argumentation, une dimension politique essentielle. Ce livre permet aux auteurs de systématiser leur pensée en la greffant explicitement aux travaux théoriques sur la transition, de Dobb à Polanyi.

Ainsi, dans l'introduction, les auteurs se situent par rapport à l'historiographie dominante, notamment en ce qui concerne la question nationale et l'analyse de la socio-économie canadienne en situation coloniale après la Conquête. La critique de cette historiographie les amène à analyser, dans le premier chapitre, le problème de la transition. Leur traitement de cette question, sur lequel nous reviendrons, montre une fort bonne maîtrise de la littérature sur ce point.

Le deuxième chapitre est consacré à l'étude de la transition socio-économique au Bas-Canada, et concerne, en particulier, le rôle de la grande bourgeoisie marchande, la place de l'industrie locale, l'hégémonie de la propriété foncière, la question du type de tenure et celle des grands monopoles comme celui de la British American Land Company. La critique des auteurs s'appuie ici sur les derniers acquis de l'historiographie québécoise et canadienne, et nous permet de faire un bon tour d'horizon de l'état de nos connaissances sur

le sujet. Le troisième chapitre s'attache à analyser la structure de domination qui sous-tend les rapports économiques et sociaux au Bas-Canada jusqu'aux Rébellions. Ici, la littérature d'appoint se fait plus rare, surtout dans la mesure où les auteurs veulent analyser des dimensions peu connues de l'exercice du pouvoir politique, notamment la vaste question des fondements sociaux et idéologiques de l'autorité traditionnelle et le rôle de la religion. L'analyse des institutions qui étayaient cette autorité est peu classique: on parle ici du rôle des propriétaires terriens dans l'exercice du pouvoir, de la place de l'administration publique et du système judiciaire.

Les auteurs étudient, dans un quatrième chapitre, ce qu'ils appellent la «décade des patriotes», soit les bouleversements survenus au Bas-Canada de 1828 à 1838. Il s'agit en fait d'une relecture des événements à la lumière de l'analyse faite dans les deux chapitres précédents, relecture toute axée sur une critique radicale du biais «nationaliste» attribué à l'historiographie dominante. Nous y reviendrons.

Le chapitre qui tient lieu de conclusion est consacré à la recherche des causes et des effets de l'échec des Rébellions de 1837-1838. On trouvera ici, en condensé, l'évaluation de la période de l'Union et l'analyse des principales réformes effectuées à l'époque (gouvernement responsable, conseil législatif électif, abolition de la tenure seigneuriale, réforme scolaire).

On ne peut s'empêcher d'éprouver une certaine ambivalence devant cette œuvre. Voici un travail qui pose avec clarté une série de questions fondamentales à l'historiographie du XIX^e siècle québécois, qui dénonce, à mon sens avec raison, le caractère «microsociologique» (p. 150) de cette historiographie. Les mutations survenues au XIX^e siècle posent en effet des questions fondamentales aux historiens, moins d'ailleurs en termes de recherches à effectuer qu'en explicitant les fondements théoriques et méthodologiques des procédures analytiques utilisées. Comment reprocher aux auteurs de déplorer le caractère téléologique de l'analyse de la transition au capitalisme, le flou de l'analyse de la bourgeoisie marchande, la marginalisation systématique du facteur politique dans l'explication des mutations, etc.? Comment ne pas souligner leur très grand souci de replacer dans leur contexte global, et de comparer systématiquement l'étude des différentes dimensions du social en effervescence dont témoigne l'époque? Comme si, devant l'éclatement et la parcellarisation des problématiques historiques, le flambeau de l'histoire globale rêvée par Febvre était repris dans les termes de la science politique et de la sociologie (cf. les thèses de Bourque). Il y a là un problème qui ne sera pas résolu par la sempiternelle dénonciation des «généralisations abusives» qui tient lieu de rigueur méthodologique à trop d'historiens de nos jours. Dans un livre de 150 pages, sur l'ensemble des questions soulevées plus haut, on comprendra en effet que les généralisations ne manquent pas!

À mon avis, ce n'est d'ailleurs pas sur ce point qu'il faut insister. L'analyse de Bernier et Salée pose une série de problèmes autrement plus importants: je me contenterai d'aborder brièvement, faute de place, trois de ces problèmes.

D'abord le problème de l'analyse de la transition au capitalisme. La transition est un phénomène global, certes (p. 14), et qui a été traité sous de multiples facettes. Mais l'analyse des auteurs m'apparaît un peu confuse, dans la mesure où des travaux comme ceux de Brenner et de Polanyi, par exemple, sont juxtaposés sans que le *lien* entre leurs analyses ne soit fait. Plus encore, les *critères* sur lesquels doit absolument se fonder l'analyse des conditions de la transition ne sont pas explicités, ainsi en est-il du poids du politique. Les auteurs reprennent ici un point sur lequel l'auteur de ce compte rendu avait insisté ailleurs, soit l'importance de la dimension politique dans l'étude de la transition. Dans ce livre, le poids du politique est cependant trop souvent réduit à la persistance des modes traditionnels d'autorité et à l'analyse des statuts socio-économiques du personnel politique. On en arrive ainsi à ne plus trop savoir où commence et où finit cette transition, d'autant plus que les auteurs ne cessent d'insister sur la *persistance* des valeurs d'ancien régime dans tout le XIX^e siècle québécois et même après (p. 131 et ss). On retrouve ici l'influence des thèses fort contestables d'Arno Mayer.

Ensuite, le problème du nationalisme. La lecture que font les auteurs de l'historiographie en cette matière me semble assez simpliste, voire caricaturale. S'il est vrai que de Creighton à Ouellet, de Groulx à Séguin, de Ryerson à Bourque, la question nationale est une préoccupation majeure de tous ceux qui se sont attachés à comprendre la période, le traitement que font ces auteurs de cette question, la place qu'ils lui assignent dans leur analyse est fort différente. Le problème est que le rejet sommaire de la «perspective nationaliste» ne peut jamais tenir lieu d'explication. L'ironie est que les auteurs ne font en fait que reproduire le réflexe classique de l'historiographie, soit opposer le «national» au «social» (p. 7, 103, 149), en se contentant de repousser le balancier du côté du social, comme Ouellet l'avait d'ailleurs fait... Et pourtant, la dimension nationale est omniprésente, entre autres, dans les textes cités par les auteurs dans leur analyse du discours économique patriote (p. 114-123). Peut-être faudrait-il insister une fois pour toutes sur le fait que la question nationale se pose selon des modalités et à un niveau différents des rapports sociaux; qu'elle tient avant tout aux *conditions d'expression de la dimension politique* dans un ensemble social; en somme, qu'elle est un accent, une forme d'expression qui colore les contradictions sociales et économiques (ce qui ne diminue en rien son efficacité!). Le «national» n'est ni un slogan ni un détournement du social. Il est encore moins une simple vue de l'esprit, comme les auteurs semblent le sous-entendre en affirmant que la présence anglaise est une «abstraction» (p. 6) pour les paysans québécois de l'époque! La dimension nationale est au cœur de la transition au capitalisme. La caricaturer ou la sous-évaluer ne nous fait certes pas avancer dans notre compréhension du phénomène.

Enfin, le problème du politique. Tout le livre est finalement consacré à souligner l'importance de cette dimension dans l'analyse de la transition québécoise au capitalisme. C'est pourquoi, on est d'autant plus frappé par le très grand flou du *concept* de politique utilisé dans cet ouvrage. Ainsi, on s'attache surtout à analyser ce type de rapport de pouvoir qu'est l'«autorité» traditionnelle (les derniers travaux de Foucault auraient été utiles ici) et le

rapport inégalitaire qui semble caractéristique du politique féodal. Dans la même foulée, l'*inverse* de ce rapport de pouvoir semble être, pour les auteurs, la démocratie. Comment alors comprendre, autrement que sous la forme de pesanteurs historiques ou de nostalgies, les tendances autoritaires de la bourgeoisie avancée? Ainsi, les auteurs voient dans la centralisation recherchée de l'appareil politique après 1840 un signe de persistance de l'ordre ancien (p. 86). À ce titre, rien de plus féodal que l'État providence! On retrouve le même flou des concepts dans l'analyse du statut socio-économique du personnel politique. La présence des propriétaires terriens et d'anciens seigneurs devient, ici encore, signe d'une transition plus ou moins ratée. Ne faudrait-il pas plutôt insister sur le virage fondamental accompli par les élites anciennes, l'Église en tête, en fonction des temps nouveaux. Le politique a, bien sûr, une dimension symbolique fondamentale (cf. Corrigan et Sayer), mais il tient aussi à la mise en place de formes institutionnelles et de normes qui donnent un sens nouveau aux modes de possession des biens comme aux rapports entre les personnes. La propriété foncière et l'autoritarisme sont des rapports anciens qui ont fort bien su trouver une vocation nouvelle dans le monde capitaliste. Ce changement d'accent, cette modification de la logique des rapports humains tient à la place du politique dans la transition, une place dont l'histoire reste à faire. Tout se passe comme si, dans l'ouvrage de Bernier et Salée, le politique ne s'était pas encore détaché de la gangue socio-économique dans laquelle l'historiographie dominante l'a enfermé depuis un demi-siècle; ou, en termes plus classiques, comme si le politique était une superstructure plus ou moins étroite (les auteurs utilisent quelque part le terme fort révélateur de «narrowly political» (p. 10)) dont la clef réside dans l'analyse des infrastructures socio-économiques qui le déterminent (propriété foncière, classes appui, etc.).

Ce sont là des questions fondamentales ouvertes à notre recherche de sens. Et ce n'est pas le moindre mérite des auteurs de les avoir, pour une fois, posées clairement.

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

JEAN-MARIE FECTEAU